



CONSORTIUM CARITAS DEVELOPPEMENT DIOCESE DE GOMA-RESEAU DE MEDIAS POUR LE DEVELOPPEMENT

« CADEGO-RE. ME. D »

Adresse : N°11, Av. Des Ecoles, Q. Les Volcans, Commune de Goma, Ville de Goma, Nord-Kivu, RDC

Website : www.caritasdegoma.org E-mail : caritas@caritasdegoma.org

B.P. 50 Goma - RDC

OFFRE D'EMPLOI INTERNE-EXTERNE N° 16.11/ADM/CADEGO-REMEDI/2025

TITRE DU POSTE	SUPERVISEUR CHARGE DE LA MOBILISATION COMMUNAUTAIRE ET CCSC	
NOMBRE D'UNITES	08	
LIEU D'AFFECTATION	➤ <u>Province du Nord Kivu</u> : (01) à BENI ville, (01) dans BENI territoire, (01) dans le Territoire de Lubero et (01) dans le Territoire de Walikale. ➤ <u>Province de l'ITURI</u> : (01) dans le Territoire d'IRUMU, (01) dans le Territoire de MAMBASA, (01) dans le Territoire de MAHAGI, (01) dans le Territoire de DJUGU	
STRUCTURE DU POSTE	Rapporte à	Animateur territorial
RESPONSABILITE BUDGETAIRE	NON	
SUPERVISEUR DIRECT	Expert en Communication	
TYPE DU CONTRAT	CDD	
DUREE DU CONTRAT	10 Mois avec possibilité de renouvellement	

I. CONTEXTE DU PROJET

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un prêt de l'Association Internationale de Développement (IDA) au titre du Financement du **Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC (« Projet STAR-EST »)**.

L'objectif du Projet est de soutenir la stabilisation et le relèvement par (i) la fourniture d'infrastructures socio-économiques communautaires de base à petite échelle ; (ii) la réinsertion socio-économique des personnes associées aux groupes armés dans leurs communautés dans les zones ciblées des provinces d'Ituri et Nord-Kivu et (iii) le renforcement des administrations provinciales.

La justification économique du projet est basée sur les éléments suivants : La nécessité de jeter les bases d'un relèvement à plus long terme en créant une plate-forme de projet décentralisée de stabilisation, intégrée dans l'administration provinciale, combinée au renforcement des systèmes de gestion des finances publiques afin que les recettes de l'État puissent garantir la pérennité de l'action.

Ce projet a 5 composantes à savoir :

Composante 1 : Stabilisation communautaire

La composante ciblera un minimum de 430 sous-projets dans une projection de 430 communautés représentées par des entités territoriales décentralisées (ETD).

Composante 2 : Réintégration à base communautaire

Cette composante finance les moyens de subsistance et l'aide à la réintégration pour un maximum de 120.000 personnes. Compte tenu des risques inhérents à la mise en œuvre de cette composante, la conception comporte deux caractéristiques principales : (i) le financement de cette composante permet d'exploiter les plans opérationnels provinciaux P-DDRCS formulés par le Gouvernement pour les provinces ciblées par le projet, (ii) compte tenu des deux types de communautés ciblées par ce Projet, cette composante ne soutiendra les individus éligibles qu'une fois qu'ils auront été désarmés.

Composante 3 : Gouvernance décentralisée

Cette composante aide les institutions et les systèmes gouvernementaux à améliorer les moyens d'utiliser les ressources pour soutenir la stabilisation et le redressement à moyen terme.

L'objectif de la Composante est d'assurer le financement des Institutions et des Systèmes gouvernementaux nécessaires pour améliorer les moyens par lesquels les ressources du gouvernement et des partenaires extérieurs peuvent être utilisées pour soutenir la stabilisation et le redressement à moyen et long terme.

Composante 4 : Gestion de projet et recherche

Cette composante vise à assurer le succès de la gestion décentralisée et de la mise en œuvre du projet et à accroître les connaissances pour soutenir le dialogue politique et la réforme.

Composante 5 : Intervention en cas de situation d'urgence, CERC

Cette composante à budget zéro permettra d'établir un fonds d'urgence en cas de catastrophe qui pourra être déclenché en cas d'urgence nationale

II. A PROPOS DU CONSORTIUM DE MISE EN ŒUVRE (CARITAS GOMA – RE.ME.D)

CARITAS DEVELOPPEMENT DIOCESE DE GOMA (CADECO) est une Organisation de l'Eglise Catholique se trouvant dans la Province du Nord Kivu et œuvrant pour le développement et l'assistance humanitaire. Elle



C

prône la solidarité, la charité et la justice sociale. Elle croit en un monde épris de liberté où la dignité et les droits des individus sont respectés, où les biens sont perçus comme un don de Dieu et utilisés dans un esprit de solidarité et de partage.

Le RESEAU DE MEDIAS POUR LE DEVELOPPEMENT (RE.ME.D) est une Organisation membre actif de la société civile et opérationnel dans plusieurs Provinces de la RDC.

Il contribue à aider les communautés à s'épanouir et à améliorer leurs conditions de vie par le changement social positif des comportements, à donner aux enfants, adolescents et jeunes un bon départ dans la vie, à créer un environnement protecteur en faveur des enfants, des adolescents et des jeunes et aussi des femmes.

Dans le cadre de l'exécution de la mission de « **Faciliter la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGR) du Projet de Stabilisation et Relèvement de l'Est de la RD Congo - Projet STAR-EST « Province du Nord-Kivu et Ituri** », sous le numéro N° Réf. ZR-STAR EST-414527-CS-QCBS ; le Consortium CADEGO-RE.ME.D recrute **8 Superviseurs chargés de la Mobilisation Communautaire et CCSC** repartis de la manière suivante :

- **Dans la Province du Nord Kivu : 04 unités** en raison d' (01) unité à BENI ville, (01) à BENI territoire, (01) dans le Territoire de Lubero et (01) dans le Territoire de Walikale.
- **Dans la Province de l'ITURI : 04 unités** en raison d' (01) unité dans le Territoire d'IRUMU, (01) dans le Territoire de MAMBASA, (01) dans le Territoire de MAHAGI et (01) dans le Territoire de DJUGU.

III. FINALITE DU POSTE

Contribuer à la mise en œuvre efficace des activités de la mobilisation communautaire pour le changement de comportement, par un management professionnel des animateurs, un suivi rapproché et une capitalisation régulière des activités de la mobilisation communautaire afin de maximiser l'impact des interventions du Consortium dans les zones d'intervention à travers une approche de communication auprès des populations. Participer à la préparation, et à la gestion des enquêtes.

Sous la responsabilité directe de l'expert en Communication, le Superviseur chargé de la mobilisation communautaire et CCSC est responsable de la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités d'engagement communautaire. Il (Elle) mobilise, anime et sensibilise la communauté sur les activités du projet AGR. Il (Elle) est responsable de l'organisation des sensibilisateurs communautaires en pool, en comités de gestion des biens à intérêt communautaire. Il (Elle) facilite les liens entre la communauté, les OBC, OSC, ETD, CLD et autres regroupements associatifs appuyés par le Consortium CADEGO-RE.ME.D



IV. DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS DU POSTE/PRINCIPALE RESPONSABILITÉ

Dans le cadre du Projet STAR-EST dans sa **composante 2** Relative à la **RéIntégration à base communautaire** financée par la Banque Mondiale via l'UGP STAR-EST, le Consortium (CADEGO-RE.ME.D) cherche à recruter à l'interne/Externe un/e Superviseur Mobilisation Communautaire et CCSC dont le profil répond favorablement aux attentes du programme et qui dispose d'une expérience dans la mobilisation communautaire et en Communication pour le changement social de comportement (CCSC) ainsi que dans la facilitation des discussions avec des groupes diversifiés.

Sa fonction inclut également le renforcement des capacités des agents/acteurs communautaires dans les domaines de l'éducation communautaire, de la sensibilisation ainsi que de l'engagement des leaders dans les activités des AGR.

Le Superviseur chargé de la Mobilisation Communautaire & CCSC sera responsable d'assurer la qualité et la pertinence des interventions dans le cadre du volet de Mobilisation communautaire et CCSC en contribuant au renforcement des capacités des partenaires formels et Informels dans la mise en place de l'approche.

V. RESPONSABILITE ET TACHES SPECIFIQUES

Objectif 1 : Encadrer et gérer les sensibilisateurs communautaires.

- Superviser l'équipe des animateurs communautaires ;
- Elaborer en collaboration avec les sensibilisateurs communautaires un planning de travail,
- Assurer un support technique à l'équipe des animateurs communautaires ;
- Participer à l'élaboration de modules de formation et de matériels d'enseignement adéquats avec la gestion du programme ;
- S'assurer de la mobilisation de la communauté en appliquant la méthodologie définie dans la stratégie d'engagement communautaire adaptée au contexte d'intervention du projet ;
- Assurer la mise en œuvre du plan de communication ;
- Faciliter les activités des consultations communautaires, les formations des acteurs communautaires, les campagnes de sensibilisation, et assurer le suivi de proximité des activités de mobilisateurs communautaires ;

Objectif 2 : Participer au maintien et au contrôle de la qualité des supervisions des sensibilisateurs communautaires.

- Assurer la collaboration avec les OBC, ETD/CLD, les acteurs communautaires et structures appuyées par le Projet ;
- Assurer le respect des principes directeurs concernant la confidentialité et la sécurité dans la collecte, le stockage, et le partage éthique des données liées au Projet AGR



- Assurer le renforcement des capacités des mobilisateurs communautaires sur différents thèmes de prévention de risque liés aux AGR, sauvegarde environnementale et gestion rationnelle de ressources naturelles et sur les aspects d'IEC, CCSC, plaidoyer, tribune d'expression populaire ;
- Assurer la Supervision opérationnelle et technique de toutes les activités de mobilisation communautaire et CCSC dans les zones appuyées par le Projet ;
- Assurer les missions de suivi, de coaching et de supervision formative des Mobilisateurs Communautaires des zones d'interventions ;
- Assurer l'accompagnement des membres des OBC ainsi que la capacitation des facilitateurs à travers le plan de renforcement ;
- Renforcer les capacités des animateurs communautaires en organisant des sessions de formation suite aux insuffisances observées lors des supervisions continues ;
- Animer des réunions d'équipe et points individuels avec les sensibilisateurs communautaires ;
- Elaborer le plan d'action de chaque sensibilisateur communautaire et mener les évaluations des performances sur base de ces plans d'action ;
- Veiller à la bonne application de l'Approche d'engagement communautaire selon la stratégie définie et la politique nationale de la santé communautaire ;

Objectif 3 : Saisir, analyser les données et rédiger les rapports des activités

- Appuyer et accompagner les Animateurs Communautaires dans la collecte et la compilation des données pour les rapports des activités communautaires ;
- Concevoir et renseigner la base des données multisectorielle des activités de mobilisation communautaire avec l'appui du MEAL ;
- Accompagner techniquement les sensibilisateurs Communautaires dans l'élaboration des rapports hebdomadaires et mensuels des activités en veillant à sa qualité, la promptitude et complétude ;
- Compiler, analyser et transmettre les rapports à l'expert du volet à temps requis ;
- Rapporter aux responsables les problèmes rencontrés et proposer les pistes des solutions, les remarques pour l'amélioration de la mise en œuvre des activités au niveau communautaires ;
- Analyser et interpréter correctement les barrières d'accès aux activités communautaires

Objectif 4 : Participer au développement du réseau communautaire et mettre en place une dynamique de collaboration efficace avec les partenaires techniques et les autorités communautaires.

- Collaborer avec les équipes techniques, afin de renforcer davantage la prise en compte des aspects communautaire dans la réalisation des activités ;
- Représenter l'organisation à travers des cadres des réunions à caractère communautaire ;
- S'assurer que le lien avec les autorités, les comités et les autres bénéficiaires sont établis de manière efficace ;



- Entrer en contact avec tous les acteurs de la pyramide communautaire afin d'adapter les activités de mobilisation et sensibilisation aux réalités socio culturelles ;
- Collaborer étroitement avec les autres parties prenantes dans les zones de mises en œuvre du Projet ;
- Créer des liens forts de collaboration entre le Consortium CADEGO-RE.ME.D et d'autres partenaires intervenant dans la même zone ciblée par le Projet ;
- Produire des rapports périodiques (mensuels, trimestriels et annuels) des activités et les transmettre au chef d'Antenne et à l'expert en communication, etc.

VI. POSITIONNEMENT HIERARCHIQUE

▪ Supervision

Le Superviseur chargé de la Mobilisation Communautaire et CCSC est placé(e) sous la supervision directe de l'Expert en Communication ;

Il (elle) a des interactions fréquentes avec d'autres membres de l'équipe et ceux du partenaire de mise en œuvre du Projet.

▪ Responsabilité

Le niveau de responsabilité du superviseur chargé de Mobilisation Communautaire et CCSC est limité à l'objectivité, la confidentialité et de lien de coordination avec chaque partenaire.

Aucune responsabilité financière.

VII. QUALIFICATIONS

Niveau d'Étude :

- Être détenteur d'un diplôme universitaire **Bac+3** au minimum de préférence en sciences sociales, gestion des projets, Développement communautaire ou équivalent.

Compétences Techniques et Expérience :

- Au moins 3 ans d'expérience à un poste similaire dans des organisations Nationales ou Internationales ;
- Très forte capacité dans la facilitation des formations du domaine de Mobilisation communautaire et CCSC
- Capacité prouvée en rédaction des rapports et correspondances administratives ;
- Compétences en informatique (Word, Excel, power points, ...) ;
- Avoir une expérience dans la facilitation des groupes de discussion ;
- Capacité à participer de manière entièrement neutre et transparente aux activités du programme, en particulier en gardant la confidentialité de l'information et le contact avec les partenaires ;
- Parler et écrire couramment le français et une des langues locales, la connaissance d'autres langues locales étant un atout.

Aptitudes personnelles :

- Une très forte capacité en communication interpersonnelle ;
- Très fortes capacités de travail, en équipe et en autonomie ;
- Aptitude à prendre des décisions et les assumer ;
- Disponibilité et motivation à travailler à temps plein ;
- Être capable de travailler sous pression.

VIII. CONTENU DU DOSSIER

Le dossier de candidature comprendra :

- Une lettre de motivation d'une page maximum adressée au Représentant du Consortium CADEGO-RE.ME.D avec copie au Chef de Mission avec indication du titre du poste et du numéro de l'offre ;
- Un Curriculum vitae à jour avec 3 personnes de références ;
- Les copies des diplômes et attestations des services rendus liés au poste et tout autre document jugé nécessaire y compris la carte de demandeur d'emploi, si en chômage.

Le dossier de candidature sera déposé exclusivement en dur aux adresses suivantes :

PROVINCE DU NORD-KIVU	LIEU DE DEPOT DE DOSSIERS	PROVINCE DE L'ITURI	LIEU DE DEPOT DE DOSSIERS
BENI VILLE	• Bureau RE.ME.D à Beni, Commune Beu, quartier Butanuka cellule kalongo N°16 RE.ME.D/RADIO MOTO. • Couvant de Sœurs ORANTE, Près de la zone de santé de Beni et à cote de l'ancien Stade Mwangaza de Beni.	TERRITOIRE DE MAMBASA	• Caritas WAMBA ;
TERRITOIRE DE BENI	• Au secrétariat de la Zone de Santé de OÏCHA.	TERRITOIRE DE DJUGU	• Caritas Bunia ; • Bureau RE.ME.D, N°1 Av Komanda, Quartier Yambi Yaya, Commune de Mbunya, Bunia/RDC.
TERRITOIRE DE LUBERO	• Paroisse Bon Pasteur de Lubero ; • Radio SAUTI YA LUBERO, Lubero-centre, 86 ème cellule Kitawite B, quartier Lubero.	TERRITOIRE D'IRUMU	• Caritas Bunia ; • Bureau* RE.ME.D, N°1 Av Komanda, Quartier Yambi Yaya, Commune de Mbunya, Bunia/RDC.
TERRITOIRE DE WALIKALE	• Bureau RE.ME.D, Commune rurale de WALIKALE, Q. Kinkambe, av. HEWA BORA à 30m du Stade de l'unité de Walikale.	TERRITOIRE DE MAHAGI	• Caritas MAHAGI ;



C

La date limite de dépôt des candidatures est fixée **jusqu'au 28 novembre 2025 à 16h00.**

N.B. Le Consortium CADEGO-RE.ME.D est attaché à ses politique de tolérance zéro contre les abus et exploitation sexuels, la fraude et la corruption, la protection des enfants et adultes vulnérables, la diversité et l'inclusion et attend de toute personne travaillant avec elle le respect de ces politiques. Si le Consortium découvre qu'un (une) candidat(e) s'est rendu coupable d'une quelconque forme d'abus, d'exploitation ou d'harcèlement sexuel, cela fera l'objet d'un rejet pur et simple de la candidature. Et si cette information s'avère vraie après recrutement effectif (signature du contrat) de (de la) candidat, cela fera l'objet d'un licenciement immédiat.

2. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.



Fait à Goma, le 17 novembre 2025

Abbé Pierre KAMANI LOKELEKA

